

Zeitschrift: Schweizerische Zeitschrift für Soziologie = Revue suisse de sociologie
= Swiss journal of sociology

Herausgeber: Schweizerische Gesellschaft für Soziologie

Band: 33 (2007)

Heft: 2

Buchbesprechung: Buchbesprechungen = Recensions critiques = Books reviews

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 29.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Buchbesprechungen / Recensions critiques / Book Reviews

Die Auswahl der Bücher zur Rezension behalten sich die Redaktion und die beiden für diese Rubrik Verantwortlichen vor. Unverlangt eingesandte Buchbesprechungen werden nicht veröffentlicht.

Le choix des livres qui font l'objet d'une recension critique est effectué par la rédaction et par les deux responsables de cette rubrique. Les recensions non sollicitées ne sont pas publiées.

Books to be reviewed are selected by the Editor and the two Book Review Editors. Unsolicited reviews are not published.

Michel Bassand, *La métropolisation de la Suisse*, Presses polytechniques et universitaires romandes, collection « Le savoir suisse » n° 21, Lausanne, 2004, 148 pages

Ce court ouvrage constitue un condensé de 25 années de recherches en sociologie urbaine. L'auteur, Michel Bassand¹, propose un aperçu des transformations du paysage helvétique dans un langage simple et clair. Les différents concepts sociologiques, tels que « identité », « acteur », « société » ou « culture » sont brièvement introduits et expliqués, dans un souci de vulgarisation propre à la collection « Le savoir suisse ». L'étude se focalise essentiellement sur la situation helvétique, en précisant toutefois que la métropolisation est désormais un phénomène mondial. L'idée centrale du livre tient à ceci que nous vivons désormais dans une société d'information où les agglomérations urbaines et les métropoles ont supplanté le réseau des villes telles qu'elles ont été pensées et pratiquées à l'époque industrielle. L'ambition de l'auteur est de montrer l'impact de ces métamorphoses sur le vivre ensemble, un impact qui se révélerait plutôt négatif que positif. Dans un sens, l'ouvrage peut être lu comme un appel à une prise en compte politique de ce nouveau phénomène urbain, les préoccupations citoyennes du

sociologue étant clairement perceptibles tout au long de son propos.

L'ouvrage se divise en sept chapitres. Le premier propose cinq thèses ancrées dans une sociologie urbaine désireuse de s'ouvrir à une démarche pluridisciplinaire. La complexité et l'étendue du phénomène de métropolisation rendent désormais nécessaire la collaboration entre différentes disciplines. Le deuxième chapitre débute par un exposé historique retraçant le passage d'une société industrielle, dominée par les villes, à une société de l'information et de la métropolisation. Dans la « société informationnelle », « la science, le traitement de l'information, les médias, les télécommunications, etc., sont des facteurs de production essentiels qui, par ailleurs, conditionnent l'ensemble de la vie sociale » (p. 29).

Le secteur tertiaire florissant et la mobilité accrue de citoyens modifient considérablement la structure des villes et le rapport à l'espace. L'auteur distingue principalement entre deux réseaux de métropolisation au sein de cette nouvelle configuration. Le premier est composé de cinquante agglomérations urbaines. Elles englobent plus du 73% de la population suisse. Le second réseau, « épine dorsale » du premier (p. 123), est surnommé « aires métropolitaines » ; il comprend Zurich, Bâle, Berne, Genève-Lausanne et le Tessin du sud. A son tour, ce grand réseau tend à se connecter aux métropoles des pays avoisinants : Milan, Munich, Stuttgart et Lyon. Cette reconfiguration du paysage urbain

¹ Professeur de sociologie, il a enseigné au Département d'architecture de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne de 1976 à 2003.

helvétique contribue à la croissance économique du pays. Il lui manque en revanche une organisation politique, un aspect sur lequel l'auteur revient largement en fin d'ouvrage.

Le troisième chapitre, consacré aux transports, montre que le report modal des habitants des métropoles dépend non seulement « de l'organisation des transports publics et privés et de l'organisation urbaine, mais encore de la position des usagers dans la structure sociale » (p. 63). Plus la catégorie socioprofessionnelle de l'individu est élevée, plus sa mobilité spatiale est forte. L'auteur préconise à ce titre une utilisation modérée des voitures privées. La question du logement est abordée dans le chapitre suivant, les quatre types d'espaces métropolitains dégagés dans l'analyse étant corrélés au statut socioprofessionnel des habitants. Dans ce nouveau mode de vivre ensemble, il devient pertinent de comprendre quels sont les acteurs gouvernant ce réseau complexe. C'est précisément la préoccupation du cinquième chapitre. La réponse n'est toutefois pas évidente, car d'après l'auteur la Suisse ne connaît pas encore d'institution politique d'agglomération, et les propositions de la Confédération en la matière lui paraissent insuffisantes. Malgré l'étalement géographique des métropoles et des agglomérations, chaque lieu conserve son histoire et sa culture propres. C'est le thème du sixième chapitre, où l'auteur donne comme exemple les enquêtes sur les identités genevoise et lausannoise, celles-ci ayant des conséquences pratiques et politiques spécifiques sur la manière d'habiter et de penser l'urbanisation pour l'ensemble des habitants.

C'est au travers du dernier chapitre que la structure d'ensemble de l'ouvrage transparaît le plus clairement. L'auteur ne se limite pas à faire œuvre de synthèse, mais poursuit son propos en énonçant « Dix pistes de réflexion et d'action pour une altermétropolisation » (pp. 130–141). Ces pistes sont un préquisatoire contre les dysfonctionnements des configurations complexes générées par une métropolisation politiquement incontrôlée. L'auteur démontre les conséquences néfaste-

tes d'un tel phénomène sur l'avenir, tout en suggérant des solutions. A ses yeux, la démocratie n'est pas adaptée à la situation des agglomérations et des métropoles. Il revient donc à la Confédération de créer des institutions politiques qui tiennent compte des nouveaux défis, tels les transports, le logement, le développement territorial, les affaires sociales et culturelles. La richesse produite par l'économie mondialisée est inéquitable, des réformes de fond doivent être conduites par les pouvoirs publics, à condition que ces derniers en reconnaissent la nécessité. Il s'agit de contrer l'étalement des métropoles, celles-ci étant divisées en communes du centre-ville, suburbaines, préurbaines et ruraines. La mesure préconisée dans ce cas est un réinvestissement des centres-villes permettant de fournir des logements aux habitants, tout en créant davantage d'espaces publics animés, et donc des lieux de rencontre et de partage. Cette forme de sociabilité accrue en lien avec l'investissement de lieux publics est désignée par le néologisme « *reliance* » : « la capacité d'une communauté à maintenir une cohésion et une solidarité optimales entre ses membres en dépit du fait qu'ils se différencient et se transforment » (p. 139). De même, les préoccupations écologiques de l'auteur sont manifestes lorsqu'il aborde la question des transports publics. Ceux-ci doivent devenir confortables, bon marché et accessibles à tous afin de réduire la dépendance vis-à-vis des voitures individuelles. Une politique de natalité est également indispensable pour freiner le vieillissement progressif de la population. En somme, l'entier de ce chapitre se veut un appel adressé tant aux citoyens qu'aux autorités.

La fin du livre dégagé une logique d'ensemble : les transformations urbaines sont rapides et profondes. Elles affectent non seulement les habitants de la Suisse, mais également l'ensemble des résidents des pays touchés par le même phénomène. Les solutions proposées par l'auteur peuvent sembler coûteuses et difficilement réalisables, mais, stipule-t-il, le prix à payer serait encore plus lourd si nous gardons le *statu quo*.

Après ce rapide passage en revue du propos de l'auteur, je formulerais deux critiques, la première portant sur la forme de l'ouvrage et la seconde à propos de l'articulation entre les observations scientifiques et les recommandations politiques.

Tant la collection où paraît cet ouvrage que l'écriture de son auteur manifestent le souci de communiquer à large échelle les avancées du savoir scientifique (helvétique). Par souci de clarté, les chapitres sont divisés en de très nombreux points et sous-points qui finissent par brouiller la cohérence de l'ensemble. La lecture souffre de cet éclatement, la simplification du style pouvant se répercuter sur le fond et donner l'impression d'un certain simplisme, voire d'un réductionnisme. L'abondance des concepts doublée d'une volonté de clarté rend nécessaire la répétition. Malheureusement, elle se fait ici redondance. De manière générale, cette remarque vaut pour la littérature de vulgarisation, où le format tend à altérer le fond. Cependant, en regard de la volonté qui anime l'auteur de sensibiliser un large public sur le problème écologique et politique que constitue le phénomène de métropolisation, il n'est peut-être pas inutile de schématiser les traits les plus saillants du phénomène.

Du point de vue théorique, on retrouve certaines des problématiques inaugurées par l'Ecole de Chicago en matière d'écologie urbaine. Ceci est particulièrement patent lorsque l'auteur analyse les différents espaces urbains en lien avec les statuts socioprofessionnels de leurs habitants. En effet, les distances géographiques renvoient à des distances sociales, d'où la mise en garde du sociologue contre la privatisation des espaces publics, dont l'origine se trouve davantage dans le système social « que dans la structure et la forme » (p. 137) de ces espaces. Une telle articulation entre le spatial et le social possède des implications manifestes quant à la nécessité politique de penser l'aménagement du territoire. Certes, les avertissements et les conseils de l'auteur paraîtront parfois trop sommaires, voire réducteurs, et auraient appelé à un traitement plus approfondi. Il

n'en demeure pas moins qu'ils soulignent l'importance d'une réflexion politique dans la saisie du phénomène de métropolisation. Peut-être est-ce là l'occasion d'un nouveau retour sur le format de l'ouvrage? On aurait ainsi préféré une majeure focalisation du propos sur ces derniers enjeux, plutôt qu'une présentation théorique trop générale, qui, au final, grève quelque peu la cohérence de l'ensemble. En définitive, c'est tout l'équilibre entre le savoir et le politique qu'il s'agirait de repenser.

Julia Hedström

Département des sciences de la société (DSS)

Université de Fribourg

90 Bd de Pérolles

CH-1700 Fribourg

Abdelmalek Sayad, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité. 1. L'illusion du provisoire*, Raisons d'agir, Paris, 2006, 217 pages

Cette recension porte sur le premier volume de la réédition de l'ouvrage d'Abdelmalek Sayad, *L'immigration ou les paradoxes de l'altérité* initialement paru aux éditions De Boeck en 1991 et épuisé depuis quelques années. Cette nouvelle édition a été établie par Alexis Spire. Avec la collaboration des éditions Raisons d'agir et avec l'accord de Rebecca Sayad, l'éditeur a choisi de regrouper des chapitres divers de l'ouvrage originel en des problématiques spécifiques motivant une réparation en trois volumes. Les deux premiers volumes sont parus en 2006. Le troisième volume paraîtra au milieu de l'année 2008.

Le fait migratoire a été un objet central dans les travaux de Sayad. Par le constat² que la majorité des études réalisées sur cet objet

² Voir SAYAD, A., « Tendances et courants dans les publications en sciences sociales sur l'immigration en France depuis 1960 », *Current Sociology*, volume 32, no 3, hiver 1984, tome II, pp. 219-304.

a portée sur l'immigration à partir du point de vue de la société d'accueil, Sayad entend problématiser « le fait qu'il s'agit d'un objet qui fait problème » (p. 16). Afin de dépasser cet ethnocentrisme qui fait qu' « on ne connaît que ce qu'on a intérêt à connaître » (p. 18), l'auteur propose d'approcher le fait migratoire comme constitué des deux éléments indissociables que sont l'émigration et l'immigration. Dans un premier temps, il s'agit de relever l'aspect indexical de ces deux notions. Le même fait est appelé « immigration » par la société d'accueil, et « émigration » par la société d'exil. Dans un deuxième temps, il convient de comprendre dialectiquement³ le double phénomène de l'émigration-immigration. Enfin, Sayad suggère d'approcher l'émigration-immigration sous l'angle d'un « fait social total ». Ce parti pris analytique lui permet notamment de mettre en évidence trois illusions partagées autant par les institutions contrôlant l'immigration et l'émigration que par les sujets migrants. Il s'agit de « l'illusion du provisoire », de l'illusion du travail comme légitimation de ce provisoire et de « l'illusion de la neutralité politique » (p. 23). Ces différents aspects sont notamment observables dans le cas « exemplaire » de l'immigration algérienne en France.

La méthode d'enquête privilégiée par Sayad est l'entretien. Originaire de la Kabylie, il partage langues et cultures des personnes qu'il interviewe. Faisant preuve d'une « compréhension sans complaisance ni condescendance » (p. 11), Sayad est dépeint par Pierre Bourdieu comme un « écrivain public » (p. 10) qui donne la parole à celles et ceux qui en sont le plus dépourvus. Cher-

chant à faire « une sociologie du « petit » sans que cette sociologie soit « petite » » (p. 29), Sayad est attentif aux biais qu'une telle entreprise peut comporter. S'il ne nous donne pas vraiment les clés de sa façon d'échapper à la fois à un angélisme consistant notamment à « ennobrir artificiellement l'objet » (p. 29) et à un misérabilisme, il rappelle, au moyen d'autocritiques, que la modestie va de pair avec la réflexivité que peut avoir le chercheur sur son objet d'étude.

Le premier volume, *L'illusion du provisoire*, est composé d'une préface de Pierre Bourdieu, d'une introduction par l'auteur, et de trois textes formant les trois chapitres de ce livre. Il est également augmenté d'annexes d'Alexis Spire donnant un survol historique du « contrôle de l'immigration algérienne en France » (pp. 193–200). Les trois parties de ce livre semblent déployer le triptyque partir-séjourner-retourner. Les deux premiers chapitres, « Qu'est-ce qu'un immigré ? » et « Le foyer sans famille », ont été rédigés à la fin des années 1970 et le troisième, « Le retour, élément constitutif de la condition de l'immigré », au milieu des années 1990. La problématique de l'illusion du provisoire traverse tout le livre, engendrant avec elle une multitude de paradoxes. Il s'agit de paradoxes, dans le sens que l'émigration-immigration acquiert les formes qu'on lui connaît parce qu'elle-même, ainsi que les différents acteurs (la société d'émigration, la société d'immigration et les émigrés-immigrés eux-mêmes) qui la font exister, entretiennent collectivement ces illusions qui en même temps dérangent le phénomène lui-même.

Dans le premier chapitre « Qu'est-ce qu'un immigré ? », l'auteur aborde les conditions, les enjeux et les conséquences relatifs à la prise en compte d'une définition particulière, mais communément admise du phénomène migratoire. En partant du constat qu'un immigré est pensé avant tout comme une force de travail provisoire, Sayad met en évidence les paradoxes liés à la présence de l'immigré dans la société d'immigration. Habituellement un homme, l'immigré est un travailleur étranger. Il a quitté son lieu d'ori-

3 Pour une explicitation de la dialectique entre structures socio-culturelles et structures de l'émigration-immigration, voir SAYAD, A., « Les trois âges de l'émigration algérienne en France », in *La double absence. Des illusions de l'émigré aux souffrances de l'immigré*, Paris, Seuil, 1999, pp. 53-98. Dans ce passage, l'auteur décrit notamment les mécanismes sociaux expliquant le passage d'une « immigration réputée de travail » vers une « immigration de peuplement ».

gine avec l'idée d'y retourner après un séjour pensé comme temporaire. Bien que voulu comme provisoire par tous les protagonistes de l'émigration-immigration, à commencer par l'immigré lui-même, ce séjour de travail se transforme en une présence prolongée. L'illusion d'une présence provisoire renvoie à la problématique générale des conditions et des conséquences contradictoires de l'existence d'une immigration basée sur la dissimulation collectivement entreprise d'une partie de sa vérité. Surdéterminés par les rapports de force entre les sociétés d'immigration et les sociétés d'émigration, les enjeux liés à la présence d'immigrés et surtout à leur fonction en tant que main-d'œuvre disponible, se situent principalement sur le plan socio-économique, au profit des premières, et imposés comme arrangeant les dernières et les sujets de l'immigration. Ainsi les politiques d'immigration bricolées par les sociétés d'immigration servent avant tout des impératifs économiques. Elles cherchent notamment à réguler leur marché du travail. Selon la conjoncture, les immigrés sont plus ou moins les bienvenus. Cet opportunisme politique des Etats-nations accueillant rationnellement leurs immigrés se manifeste notamment par les calculs⁴ entre « coûts » et « profits » de l'immigration. Ceux-ci fluctuent au gré des besoins du marché du travail faisant varier jusqu'aux définitions substantielles de ce qui peut être entendu par « coûts » et par « profits ». Si dans ces négociations entre les sociétés d'immigration et les sociétés d'émigration, les premières reçoivent tous les avantages de ces tractations, c'est que le modèle d'échange sur lequel elles se fondent suit des logiques propres aux économies des sociétés en position de force. Ainsi la dissymétrie entre les deux parties se renforce inexorablement à l'avantage des dominants et au détriment des dominés. La domination des sociétés d'immigration s'exprime jusque

dans l'ordre symbolique. Quand celles-ci se gratifient du traitement de faveur accordé à ses immigrés, elles opèrent entre autres une « dénégation des profits matériels [...] [en] les converti[ssant] en profits symboliques, donc apparemment désintéressés », plaçant du même coup « ces derniers [les immigrés] en position d'obligés là où ils devraient au contraire obliger » (pp. 59–60).

Le deuxième chapitre, « Le foyer des sans famille », aborde la problématique de l'illusion du provisoire sous l'angle des logements conçus expressément pour les immigrés. Les fonctions et les formes de ces logements sont consubstantielles aux conditions et aux définitions assignées aux immigrés. « Logement[s] provisoire[s] pour travailleurs « provisoires » » (p. 84), ces « « foyers-taudis » » (p. 85) sont pensés comme exceptionnels, tout comme devrait être la présence de l'immigré. Conformes à l'image d'un immigré célibataire ou vivant comme tel, manœuvre ordinaire et désireux d'envoyer le plus d'argent possible aux siens, les logements sont construits de manière sobre et pauvre. Devant d'abord acquérir un « ticket d'hébergement » délivré par son employeur, l'immigré peut ensuite accéder à une chambre dans un foyer de logement pour immigrés sans qu'il se soit contracté entre lui et le propriétaire du foyer des clauses attribuant au premier le statut de locataire. Ainsi en sa qualité de résidant provisoire, l'immigré paie sa chambre mensuellement, parfois journallement, et peut par conséquent être expulsé en tout temps. Bien qu'il puisse quitter sa chambre sans préavis, le résidant ne connaît pas de conditions d'hébergement lui procurant une réelle liberté d'habitation (impossibilité d'aménager la chambre déjà meublée, impossibilité de cuisiner et de manger dans la chambre, visites restreintes et surveillées, etc.). Ainsi la fonction socio-éducative – aux relents missionnaires – des foyers est assortie de mesures de discipline, contrignant les résidants à adopter une moralité imposée par la société d'accueil. Suivant les représentations communes sur les immigrés ainsi que sur leurs modes de vie, les foyers sont organisés de manière

4 Voir (2006, 37-41) et SAYAD, A., « Coûts et profits de l'immigration, les présupposés politiques d'un débat économique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, no 61, 1986, pp. 79-82.

communautaire. Cependant, la vie en communauté est de fait difficile à mettre sur pied. La commensalité impossible dans les foyers constitue une preuve marquante de l'écart entre les représentations et le vécu des immigrés. Le malaise et la honte liés à l'impossibilité d'aménager un moment convivial que le partage de la nourriture instaurerait, révèle une fois de plus les contradictions inhérentes aux manières d'être d'un immigré au niveau interpersonnel. Les politiques d'aménagement du territoire, qui implantent les logements pour travailleurs immigrés en périphérie des zones urbaines, révèlent une discrimination non seulement «*dans l'espace*» mais aussi «*par l'espace*» (p. 98).

Le texte intitulé «Le retour, élément constitutif de la condition de l'immigré»⁵ qui constitue le troisième chapitre de ce livre ne faisait pas partie de l'édition de 1991. Comme il a été évoqué précédemment, Sayad propose d'aborder le phénomène migratoire comme un «fait social total». Sorte d'«hérésie au regard de la religion de l'Etat ou de l'Etat comme religion» (p. 166), l'immigration révèle en négatif les fondements de l'Etat-nation, «en l'occurrence, [s]es structures nationales, voire nationalistes» (p. 167). L'argument principal de ce texte consiste à faire de la notion du retour un analyseur congruent à l'acte d'émigrer-immigrer. Pensée comme constitutive, d'une part, de l'acte de quitter un lieu – on émigre pour revenir – et d'autre part, de l'acte de rester provisoirement dans un autre lieu – on immigre pour un temps déterminé –, la notion du retour permet de rendre compte de trois modes de relations qui lui sont corrélés. Il s'agit des relations au temps, à l'espace et au groupe. En incluant «l'être social» dans «l'existence politique», l'auteur montre, d'un côté, l'importance accordée aux références à un groupe dans la définition minimale du premier, et, d'un autre côté, comment les manières de se rapporter à une histoire, à un territoire et à un groupe national établissent

la deuxième. L'idée d'un retour qui est davantage fantasmé que réalisable dans les faits révèle les contradictions de l'existence socio-politique des sujets de l'émigration-immigration. Présent dans la société d'immigration mais seulement en tant que non-national, non-naturel ou dans le meilleur des cas, en tant que personne naturalisable, et absent de la société d'émigration alors que ses activités quotidiennes auraient comme principal but de permettre son retour, l'émigré-immigré est amené à gérer une «double vie» (p. 162). Il ne s'en affranchira juridiquement qu'au moyen d'une «réinsertion» dans son lieu d'origine, ou d'une «insertion» ou «intégration» dans son lieu d'accueil. Le cheminement de l'émigration-immigration dans l'une de ces alternatives, manifeste la technicisation du fait migratoire qui a comme conséquence son a-politisation. Sayad met également en lumière la séparation artificielle entre «immigration de travail» et «immigration de peuplement», arguant des «présupposés idéologiques et même quelque peu racistes» (p. 172) qui accompagnent un tel artefact conceptuel.

Dans sa proposition d'une «anthropologie totale de l'acte d'émigrer» (p. 137) et d'immigrer, Sayad érige les conditions de l'émigré-immigré à un statut quasi archétypique, comme l'ont fait Georg Simmel et Alfred Schütz avec la figure de l'étranger. Dans cette approche, certaines réalités du phénomène migratoire restent occultées, comme les rapports sociaux de sexe et d'âge qui représentent aujourd'hui des élargissements considérables dans les recherches sociologiques sur la migration⁶. Pourtant, l'adoption par Sayad de cette perspective holistique lui permet une analyse perspicace des discours paradoxaux produits par une société sur l'altérité. Des discours qui plus que de nous apprendre de ces «autres», nous disent avant tout comment cette société construit son «identité de soi» (p. 26). En appuyant

5 Ce texte a été publié pour la première fois dans *Migrations Société*, vol. 10, no 57, mai-juin 1998.

6 Parmi d'autres: GUENIF SOUILAMAS, N., *Des «beurettes» aux descendantes d'immigrants nord-africains*, Paris, Grasset-Le Monde, 2000.

toujours ses considérations théoriques sur des exemples adéquats, Sayad fait partie des auteurs qui parviennent à concilier les vécus des sujets sociaux avec l'analyse sociologique, sans léser ni favoriser l'une des deux parties. Et en s'autorisant toutefois à laisser transparaître sa position de chercheur engagé à travers des propos extrêmement critiques, il n'use pas de ce « politiquement correct » qu'il dénonce par ailleurs. Sayad nous offre ainsi une série de travaux des plus saisissants sur la question de l'émigration-immigration.

*Ngoc May Du
Institut de Sociologie des Communications
de Masse
Université de Lausanne
1015 Lausanne
NgocMay.Du@unil.ch*

Robin Cohen, *Migration and its Enemies: Global Capital, Migrant Labour and the Nation-State*, Aldershot, Ashgate, 2006, 242 pages.

In this book Robin Cohen, professor of sociology at the University of Warwick, explores how global capital, migrant labor and the nation-state interact and produce contradicting outcomes. He focuses on three principal actors – employers, migrants and politicians – and shows how their particular interest and actions contribute to the complexity of migration. Each chapter of the book is based on previously published essays, conference papers, or reports for international organizations. Hence the book resembles more a collection of loosely connected articles than a monograph and as such lacks a structure to guide the reader. In the author's own words, the book aims to address three principal themes and my discussion of the chapters will be based on these.

The first principal theme refers to the fact that “many migrant workers are still locked into forms of labor exploitation that marked the birth of global capitalism” (p. 1).

In contradiction to neo-liberal doctrine, Chapter One demonstrates that capitalism has always been accompanied by a mixture of free and unfree labor. Cohen refutes the assumption that with the abolition of slavery capitalism only relied on the exclusive use of free labor. With an impressive array of examples from a wide range of countries he shows brilliantly that slavery did continue in various forms and provided colonial employers with conveniently cheap labor. Unfortunately the examples of more recent periods, apart from those of the Soviet Union and the Nazis, are less compelling in illustrating the degree of exploitation migrants face in modern societies. These less convincing recent examples are a pity as various forms of coerced or involuntary labor are clearly of concern today.

The second principal theme in the book is that “employers' demand for cheap, often illegal, labor has not abated [...] despite neo-liberal capitalism proclaiming that opportunity and fairness are available to all” (p. 1). Three chapters address this theme. Chapter Two gives an account of different migratory movements from 1850 up to now. The conclusions drawn are interesting, but not very elaborate and not clearly related to the rest of the chapter. Cohen argues for instance that capitalist societies function “best through a judicious mix of labor of different statuses” (p. 60) and thus exploitation is to some extent systematically employed. Furthermore, capitalism demands a constant flow of new subordinate cheap labor which can be inserted in production process when economy dictates it. As soon as one cohort of subordinate labor is exhausted, it is replaced by another one. In addition the possibility of being replaced disciplines subordinate workers. However, the author does not reflect on constraints exercised on markets by international treaties and national law or on the rising sensitivity of consumers towards good corporate governance. Although he finds it crucial to consider the responses of migrants towards this “logic of the capital” (p. 60) he does not dwell on it further.

Chapter Six depicts the shift in the perception of migrants from welcomed workers to unwanted people in European societies. Cohen identifies a number of factors that led to the end of the migration boom in the 1970s. Among them are the rise of xenophobia, the self-organization of migrant workers, and the rising costs for host societies when migrant communities settle permanently and start to demand further social and employment benefits. Although these factors are important, a deeper analysis exploring possible mutual reinforcing relations between them would have been interesting. The chapter concludes with a discussion of different migrant categories in host societies and their implications on migrants' civic and their social rights which affect social and economic opportunities.

In Chapter Seven Cohen criticizes theories of the 'new international division of labor' which have emerged in the 1980s. First he summarizes briefly the main arguments explaining shifts in economic production from the core to the periphery of the world system. His critique is divided into a conceptual and a historical objection. The first focuses on the ambiguous usage of the term „division of labor“ for various phenomena which in his opinion has the effect of rendering the concept nearly meaningless. The second objection directs attention to the historical insensitivity of the concept. In the author's view the distinction between a „new“ and an „old division of labor“ is not useful as it omits various historical steps which have led to this modern economic pattern. Although his critique is an abbreviated reproduction of an earlier version and is not very elaborate at times, it still remains an interesting perspective.

The third principal theme concerns the contradictory pressures in managing migration generally faced by politicians in host societies and here three main issues are discussed. First Cohen talks about the importance of social exclusion for the formation of national identity. Drawing on his case study of Britain, the author shows in Chapter Three

how politicians have been responding to public pressure to keep migrants out. Chapter Four takes it to a more theoretical level with a discussion of 'seven theories of social exclusion' from different social sciences. The seven 'theories' are: prejudice, racism, otherness and difference, boundary formation, the construction of social identities, the reconstruction of nationalism, and the diasporic formations among minorities. Although Cohen acknowledges that the "theory"-label does not really fit the seven "theories" he talks about, he has chosen the expression because "[it] provides a neutral organizing concept" (p. 108). In my opinion this chapter lacks conceptual logic as forms of exclusion and theories for their explanation are presented under the same label. Furthermore, the distinctions between the seven "theories" are sometimes rather blurry.

The measures taken by politicians to manage migration constitute the second issue. In Cohen's opinion, "[these measures] are rarely successful in actually stopping migration when wider social, [...] and economic forces continue to fuel the movement of peoples" (p. 1). In Chapter Five the author reflects on the mutual impacts of trade and aid on migration and introduces the vital question whether trade and aid can actually stop migration. In a very short, but insightful manner, the two empirical paradoxes of trade and migration are discussed. The first being the opposed effects of short term and long term economic development on the propensities to emigrate. The second paradox focuses on economic practices of industrialized countries which often contradict the aim of developing the poorer countries. The chapter continues with a discussion on the usefulness of aid in stopping migration. The author emphasizes that in most countries emigration is not stopped but rather balanced out by immigration. Additionally he argues that aid must be focused and increased for it to have any effect on emigration. The last part of the chapter calls for a more sophisticated model of migration than neoclassical theory has to offer.

Chapter Nine tackles more recent developments of measures in international migration especially in the light of the new security paradigm following the 9/11 attacks. The overarching framework of this chapter is a reflection on the free movement of money and people. A number of topics are outlined, such as the tightening of border controls, their efficacy and efficiency or the erosion of domestic civil rights for citizens and migrants. A further topic questions the motives of right-wing actors calling for the return of an assimilation model in migration policies to replace the multicultural approach. The chapter also entails a brief discussions of the rationale of recent demands to constrain the free movement of capital due to security concerns (e.g. terrorism funding) or negative social impacts of high capital mobility (e.g. capital flight). And finally Cohen criticizes politicians for using xenophobic fears in societies to gain political advantages. In his opinion they are ill-equipped to assess such an alleged threat because they lack knowledge in social sciences or philosophy and because their judgement is biased due to their interest group affiliations. This chapter covers so many things that it is bound to remain superficial and, at times, it resembles more a roundup of the author's opinion on these topics which one can either share or refuse.

The third issue in the third principal theme turns to a more theoretical level in discussing the wider social and economic forces that fuel the movement of people. Chapter Eight focuses on the role of globalization and cosmopolitanism in international migration. In a good brief overview the author describes the main characteristics of globalization, but I would not share his pessimistic evaluation of the effects and implications for poorer countries. Opposing cosmopolitanism to globalization is to my mind a smart way of explaining the concept, and it is convincing for an average reader that cosmopolitanism must thus be seen as a consequence, but also as a reinforcing factor of globalization and international migration. Unfortunately

his description of cosmopolitanism remains rather sketchy.

In general this book is probably aimed at a reader outside of the academic sphere by giving a broad overview of the different complexities in the field of international migration. It is written in an easily accessible language and Cohen has a very vivid and captivating style of narration. Because no links between the chapters are made by the author I think a concluding final chapter with the principal insights from the previous chapters would have been opportune. To conclude this review I would like to quote a reader's statement printed on the back of the book. "[It] is hard to imagine the potential reader who could finish this book without having at least one cherished assumption fundamentally challenged". This assertion is certainly true for me. A few of the chapters have left me pondering and the first chapter did fundamentally challenge my view on the evolution of capitalism.

Martin Baumann
Oescherstrasse 6, CH-8702 Zollikon
martinbaumann@access.uzh.ch
Phone: 078 773 03 45

Maria Drosile Vasconcellos (Ed.),
Obstacles et succès scolaires, Université Charles-de-Gaulle – Lille 3, 2006,
345 pages

L'école, par toute l'hétérogénéité des phénomènes sociaux que recouvre cette institution, fait constamment débat aujourd'hui : redoublements, niveau scolaire des apprenti-e-s, « manque de discipline » chez les jeunes, pour ne prendre que quelques exemples. C'est pourquoi l'ouvrage collectif dont les textes ont été réunis par Maria Drosile Vasconcellos (mais dont le travail de relecture et de mise en forme ont été assurés par Constance Daniel) vient à point nommé.

C'est autour de la question de la réussite et de l'échec scolaires que les nombreux textes

(17) réunis abordent les enjeux contemporains de l'école. Ils proposent pour la plupart des analyses précisant ces enjeux et leur objet central : l'institution scolaire.

Quoique les différentes contributions abordent pour l'essentiel des phénomènes propres à l'école secondaire d'enseignement général (distincte de la formation professionnelle), il y a aussi quatre contributions sur l'Université et deux sur la formation professionnelle.

Dans la très grande partie des contributions, seules des situations françaises sont étudiées, à l'exception de celle de Régis Malet (*Réussite scolaire et contextes culturels : jalons pour une approche comparative de la condition d'élève*) et de la (très intéressante) contribution de synthèse sur l'état de la recherche aujourd'hui concernant la réussite scolaire, de Céline Piquée (*La lutte contre les inégalités de réussite*).

Mais cette focalisation sur des cas français n'est pas une entrave à l'intérêt de cet ouvrage pour des lecteurs s'intéressant à l'école et la formation en Suisse. Comme le rappelle Maria Vasconcellos en introduction, les « écarts de performance » entre élèves sont basées sur les inégalités sociales. Ce constat est vrai pour tous les pays riches, y compris la Suisse. Comme en France cet état de fait pose un problème de fond vu la prégnance de « l'idéal de démocratie « méritocratique » ». Par ailleurs, la prolongation de la scolarité pour la grande majorité des jeunes n'est pas un phénomène strictement français. Au contraire, elle se poursuit aussi en Suisse, nourrie notamment par les exigences croissantes des employeurs à l'égard des jeunes qu'ils veulent embaucher, une dynamique qui se vérifie dans beaucoup de pays européens.

L'intérêt de l'ouvrage réside aussi dans la très grande diversité des angles d'approche empirique utilisés pour étudier la réussite et l'échec scolaires, notamment au niveau de l'école secondaire : les facteurs très hétérogènes pris en compte par l'enseignant-e pour noter sa classe (Anne Barrère, *Elèves et enseignants face à la réussite scolaire : deux malentendus et un problème*), le rôle que peut

jouer le directeur d'établissement dans la réussite des élèves de son école (Dominique Maréchal-Gardez, *Réussite scolaire et conduite d'établissement*) ou encore le travail d'assistance sociale fournie par certaines écoles (Franck Laurent, *Le travail social, partenaire de la réussite scolaire*), entre autres.

Toutefois, la qualité sociologique des différentes contributions est assez inégale. Parmi les plus stimulantes, il y a la contribution citée ci-dessus d'Anne Barrère qui met en évidence quelques résultats fondamentaux et que nous nous permettons de synthétiser en quelques paragraphes.

D'emblée elle rappelle que l'école ne s'est développée que par la généralisation du travail salarié et l'évolution des besoins de main-d'œuvre comme des compétences requises dans la vie quotidienne. C'est là un rappel déterminant pour ne pas enfermer l'analyse de l'échec scolaire et de ses séquelles sur les élèves et leur parcours dans la seule institution scolaire – ce qui est un défaut récurrent de plusieurs contributions de l'ouvrage.

Ainsi, c'est l'évolution de l'articulation des parcours scolaires avec l'emploi qui doit être prise comme horizon de l'analyse de l'échec scolaire. A l'encontre de cette réalité, persiste auprès des enseignants le mythe de « l'élève vocationnel » (désirant apprendre pour apprendre) comme « fiction directrice ». L'adhésion à ce mythe permet en fin de compte de justifier la déqualification par les notes des élèves qui ne savent pas s'y conformer un tant soit peu, tout en cultivant un rapport relativement lucide à l'arbitraire inhérent à la notation.

Ensuite, c'est la très forte prégnance de l'idéologie méritocratique comme explication incorporée chez les enseignant-e-s, mais surtout chez les élèves, des résultats scolaires qui est mise en évidence. Grâce aux acquis de la sociologie, et en particulier des travaux fondateurs de Bourdieu et Passeron, l'explication des résultats par le « don » individuel n'a plus tellement cours. A sa place s'est largement imposé l'explication par le « travail » fourni, ce qui permet de maintenir la crédibilité de l'idéologie méritocratique. Mais seul le

« bon » travail – répondant aux attentes de l'enseignant – est reconnu. Tout effort, même considérable, fourni par l'élève qui n'aboutit pas à ce résultat est disqualifié. Ce qui est une source importante de sentiments d'injustice et de souffrance pour de nombreux élèves, attachés aux principes méritocratiques.

L'enjeu du sentiment d'injustice, très largement vécu par les élèves, est au centre de la contribution de Valérie Caillet (*Sentiment d'injustice et expérience scolaire*). L'injustice est ressentie parce que l'élève perçoit les appréciations (notes) reçues comme jugeant sa personne et non pas seulement le résultat d'un travail donné, comme le voudrait souvent l'enseignant. C'est là d'ailleurs une preuve de lucidité de l'élève, puisque celui-ci sera bel et bien jugé comme personne à travers ses notes lors des étapes ultérieures de l'institution scolaire, tout comme chez ses employeurs potentiels. Le rejet de l'institution scolaire, y compris sous des formes agressives ou violentes, est très souvent le fruit de sentiments d'injustice.

L'étude comparative (France, Angleterre, Allemagne) de Régis Mallet est intéressante, quoique souffrant d'une approche idéalisée et un peu stéréotypée des différents systèmes de formation nationaux. Ainsi, ce n'est pas seulement en France mais dans tous les pays considérés que la qualification scolaire est un facteur « protecteur » contre l'exclusion sociale et professionnelle, y compris dans les systèmes de formation « duale » par l'apprentissage. Ceux-ci sont frappés par une crise prolongée de manque de places de formation et font apparaître la formation scolaire comme facteur « protecteur » dans ce contexte. Ainsi, sans contester les indéniables différences qui caractérisent chaque système de formation national (voire cantonal pour ce qui concerne la Suisse), il est important de voir en même temps les contraintes convergentes qui structurent l'expérience scolaire dans tous les pays considérés – notamment la naturalisation des hiérarchies professionnelles par la hiérarchisation des élèves et de leurs résultats, dans *tous* les pays.

La contribution de Maria Drosile Vasconcellos (*Les implications de la notion de réussite dans les approches sur l'action de l'école*) retrace de manière éclairante l'histoire récente de l'école française, en particulier depuis l'après-guerre. Celle-ci a été portée par l'Etat, aussi en réponse à une forte demande populaire, comme « fer de lance » (sic) de l'ambitieux processus de « modernisation » enclenché au sortir de la guerre. C'est dans le sillage de ce développement, qui va radicalement augmenter le niveau de formation des jeunes, que l'on va observer la persistance des inégalités sociales face à l'école, alors même qu'elle ne revendique plus de distinguer les classes sociales. L'auteure présente brièvement l'essentiel des principales études sur ce sujet. Elle décrit aussi les moyens que peuvent s'approprier des élèves peu favorisés dans le système scolaire français pour réussir malgré tout leur carrière scolaire : « ils ont su faire l'usage savant du « métier » d'élève » et développer des stratégies utiles leur permettant de contre-carrer, partiellement, leur « destin social » » (pp. 134–135). On peut se demander si le système scolaire suisse ouvre le même type de possibilités aux élèves moins favorisés ?

La dernière contribution du livre, de Céline Piquée, est un riche bilan des recherches sur la lutte contre les inégalités de réussite, nourri de données nombreuses. Elle souffre toutefois de ne pas prendre en compte la contrainte structurelle qui pèse sur l'école « massifiée » d'offrir des perspectives professionnelles fortement divergentes et hiérarchisées suivant les résultats scolaires obtenus – de par la structuration de la mise au travail des salarié-e-s aujourd'hui. Cela rend le voeu de conclusion, « favoriser la réussite de tous », utopique. Néanmoins elle aborde de manière argumentée et convaincante un certain nombre de politiques menées dans une optique de lutte contre l'échec scolaire, comme le redoublement, les aides psychologiques ciblées ou les classes homogènes (selon le niveau scolaire) – toutes des mesures qui, globalement, péjorent plutôt les carrières scolaires des élèves moins favorisés.

Enfin, deux contributions analysant l'enseignement universitaire français aujourd'hui, respectivement au niveau de la « division du travail » entre enseignant-e-s (Marie-Chrstine Le Floch, *L'effet enseignant à l'Université*) et au niveau de la différenciation sociale des voies d'études et de leurs étudiant-e-s (Brice Le Gall et Charles Soulié, *Des usages sociaux du D.E.U.G de Paris 8 : ségrégation sociale, attentes pédagogiques et habitus disciplinaires*) mettent en lumière quelques phénomènes cruciaux. Ainsi, la disponibilité et l'engagement des enseignant-e-s universitaires sont décisifs pour une partie importante des étudiant-e-s, désarconné-e-s par les multiples implicites qui règnent sur le fonctionnement des études universitaires. Mais en même temps, « les contraintes de temps transforment en mission impossible la souhaitable complémentarité des deux fonctions [d'enseignement et de recherche] » (p. 53), d'où la spécialisation d'universitaires dans l'enseignement. « Cette fonction est essentielle dans le succès des étudiants mais n'est reconnue ni financièrement ni symboliquement » (p. 55). On pourra remarquer qu'en France, pour une partie des enseignant-e-s au moins, cela va de pair avec la sécurité de l'emploi – un bien rare dans les universités suisses, ce qui rend l'enjeu de la « division du travail » académique ici d'autant plus brûlant.

Concernant l'ensemble des contributions de l'ouvrage, on ne peut qu'être frappé par l'absence de toute référence au contexte macro-économique d'austérité budgétaire qui frappe durement l'école, ainsi que la non-évocation du New Public Management, qui est la doctrine majeure de politique publique aujourd'hui, y compris dans la restructuration des institutions scolaires. L'ensemble souffre aussi d'un manque de coordination entre les

contributions, ce qui explique des présentations répétitives par exemple des observations de Bourdieu et Passeron. Enfin, plusieurs contributions réduisent l'horizon de l'analyse au strict niveau de l'institution scolaire, sans évoquer les contraintes structurantes du « marché du travail » et du système de production sur les principes de fonctionnement de l'école. C'est d'autant plus regrettable que certaines contributions relèvent plus du plaidoyer en faveur des élèves stigmatisés par l'école que de l'analyse sociologique. Il y a même une ou deux contributions dont on ne comprend pas leur place dans l'ouvrage, vu la faiblesse du travail conceptuel, les affirmations sans fondement empirique, l'explication de phénomènes sociaux par des caractéristiques individuelles et enfin leur rédaction inacceptable.

On doit aussi évoquer quelques manques majeurs dans la mise en page de l'ouvrage : certaines contributions n'ont aucune bibliographie, il y a trop de fautes de frappe, la table des matières n'indique pas les numéros de page des articles et enfin les sous-parties indiquées dans la table des matières n'existent pas dans le texte.

On ne peut que vivement regretter cette péjoration technique d'un ouvrage qui mérite par ailleurs d'être lu largement, vu le nombre de contributions de qualité sur un sujet fondamental en sociologie et décisif pour notre société.

George Waardenburg
Département de sociologie
Université de Genève
40 bd du Pont d'Arve
1211 Genève 4
george.waardenburg@socio.unige.ch